



Assemblée générale

Distr. générale
9 novembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 71 de l'ordre du jour

Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Carlos D. Sorreta (Philippines)

I. Introduction

1. La question intitulée «Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale» a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, conformément à sa résolution 53/70 du 4 décembre 1998.
2. À sa 3e séance plénière, le 17 septembre 1999, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.
3. À sa 2e séance, le 23 septembre 1999, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur l'ensemble des questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale qui lui ont été renvoyées, à savoir les points 64, 65 et 67 à 85, lequel s'est déroulé de sa 3e à sa 12e séance du 11 au 15 et du 18 au 20 octobre (voir A/C.1/54/PV.3 à 12). L'examen des questions spécifiques dans le cadre de l'approche thématique adoptée a eu lieu et des projets de résolution ont été présentés et examinés de la 13e à la 19e séance les 21 et 22 et du 25 au 29 octobre (voir A/C.1/54/PV.13 à 19). La Commission s'est prononcée sur tous les projets de résolution de la 20e à la 27e séance, les 1er, 2, 4, 5, 8 et 9 novembre (A/C.1/54/PV.20 à 27).
4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général (A/54/213);
 - b) Lettre datée du 15 octobre 1999, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le communiqué de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des

chefs de délégation du Mouvement des pays non alignés, tenue à New York le 23 septembre 1999, (A/54/469-S/1999/1063).

II. Examen du projet de résolution A/C.1/54/L.4

1. À la 16e séance, le 26 octobre, le représentant de la Fédération de Russie a présenté un projet de résolution intitulé «Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale» (A/C.1/54/L.4). Le représentant de Guyana s'est ensuite porté coauteur du projet de résolution.
2. À sa 22e séance, le 2 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/54/L.4 sans le mettre aux voix (voir par. 7).

III. Recommandation de la Première Commission

3. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 53/70 du 4 décembre 1998,

Rappelant également ses résolutions sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, dans lesquelles elle a notamment considéré que les réalisations scientifiques et techniques pouvaient se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il fallait poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

Notant les progrès importants réalisés dans l'élaboration et l'application de technologies de pointe dans le domaine de la téléinformatique,

Affirmant que ce processus lui semble offrir de très vastes perspectives pour le progrès de la civilisation, la multiplication des possibilités de coopération pour le bien commun de tous les États, le renforcement du potentiel créateur de l'humanité et l'amélioration de la circulation de l'information dans la communauté mondiale,

Rappelant à cet égard les modalités et principes qu'a définis la Conférence sur la société de l'information et le développement, tenue à Midrand (Afrique du Sud) du 13 au 15 mai 1996,

Prenant en considération les résultats de la Conférence ministérielle sur le terrorisme, tenue à Paris le 30 juillet 1996, ainsi que les recommandations qui y ont été formulées¹,

Notant que la diffusion et l'emploi de la téléinformatique intéressent la communauté internationale tout entière et qu'une vaste coopération internationale contribuera à une efficacité optimale,

¹ Voir A/51/261, annexe.

Se déclarant préoccupée par le fait que la téléinformatique risque d'être utilisée à des fins incompatibles avec le maintien de la stabilité et de la sécurité internationales et de nuire à la sécurité des États, dans les domaines tant civil que militaire,

Jugeant indispensable de prévenir l'utilisation illégale de la téléinformatique ou son emploi à des fins criminelles ou terroristes,

Notant la contribution des États Membres qui ont présenté au Secrétaire général leurs observations sur les questions relatives à la sécurité de l'information, conformément aux paragraphes 1 à 3 de la résolution 53/70,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général reproduisant ces observations²,

Se félicitant que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement aient pris l'initiative opportune d'organiser en août 1999 à Genève une rencontre internationale d'experts sur le thème «Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale»,

Considérant que les observations des États Membres figurant dans le rapport du Secrétaire général ainsi que la rencontre internationale d'experts ont contribué à mieux faire comprendre la nature des problèmes en matière de sécurité internationale de l'information, les concepts qui leur sont liés et les mesures susceptibles d'être prises pour limiter les risques qui se profilent dans ce domaine,

1. *Demande* aux États Membres de continuer de collaborer à l'examen, au niveau multilatéral, des dangers réels et des risques dans le domaine de la sécurité de l'information;

2. *Invite* tous les États Membres à continuer de communiquer au Secrétaire général leurs vues et observations sur les questions suivantes :

a) Les problèmes généraux en matière de sécurité de l'information;

b) La définition des concepts fondamentaux en matière de sécurité de l'information, notamment les interférences illicites dans les systèmes télématiques ou l'utilisation illégale de ces systèmes;

c) L'opportunité d'élaborer des principes internationaux susceptibles de renforcer la sécurité des systèmes télématiques mondiaux et d'aider à combattre le terrorisme et la criminalité dans le domaine de l'information;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-cinquième session;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session une question intitulée «Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale».

² Voir A/54/213.